



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



## FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds social européen
N° opération :	PA0004226
Bénéficiaire :	13002087800018 Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Provence Alpes Côte d'Azur
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

### IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	13002087800018
Raison sociale :	Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Provence Alpes Côte d'Azur
Adresse :	13008 MARSEILLE



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



## RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds social européen
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP05 - Axe prioritaire : Investir dans les compétences, l'éducation, la formation, tout au long de la vie / OT10 - Objectif thématique : Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie / PI10iii - Priorité d'investissement : Une meilleure égalité d'accès à l'apprentissage tout au long de la vie pour toutes les catégories d'âges dans un cadre formel, non formel ou informel, la mise à niveau des savoirs, des aptitudes et des compétences de la main-d'oeuvre et la promotion de parcours d'apprentissage souples passant notamment par une orientation professionnelle et la validation des compétences acquises / AP05-OT10-PI10iii-OS5b - Objectif spécifique : Augmenter l'accès à une première qualification et l'élévation du niveau de formation des personnes les plus éloignées de l'emploi

## DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI10.3 - OS 5b - 2016 - MODULARISATION des FORMATIONS aux METIERS de l'ALIMENTAIRE en PROVENCE ALPES COTE d'AZUR
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région PACA sur 6 campus (Avignon, Digne, Gap, St Maximin, les Arcs, Le Beausset) de l'URMA PACA et dans tous les sites de la CMAR PACA
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FSE-OS5b : Augmenter l'accès à une première qualificati./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 15 juin 2016	Décisionnel	Dématérialisé	15/06/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 13 juillet 2018	Décisionnel	Dématérialisé	13/07/2018	

Description de l'opération
La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région (CMAR), créée le 1er juillet 2015 est désormais l'établissement public unique - chambre consulaire - du secteur de l'Artisanat en PACA.



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



Elle représente 132 000 entreprises, près de 300 000 actifs, réalisant un chiffre d'affaires de 25 milliards d'euros.

Forte de 1 000 collaborateurs, répartis sur 29 sites, dont 8 campus, formant chaque année plus de 6 000 apprenants (pour près de 70% de niveau Vbis), la Chambre de Région a pu mutualiser et mobiliser des moyens importants, notamment pour développer une politique ambitieuse en matière d'apprentissage et de formation tout au long de la vie.

Il s'agit notamment d'organiser une offre de formation permettant de répondre au plus près des besoins des entreprises et des territoires, et de développer une pédagogie innovante au service de l'apprenant, au sein de campus dédiés à ces objectifs.

Pour ce faire, la CMAR a mis en place un dispositif de veille en temps réel et de prospective, à travers des Comités d'Orientation des Métiers, qui rassemblent les organisations professionnelles, des chefs d'entreprises, des experts, des enseignants, des formateurs. Il s'agit d'espaces d'échanges qui permettent, deux fois par an, d'analyser l'environnement des entreprises et leurs besoins actuels et à venir, sur tous les territoires de la Région.

C'est sur cette base concrète qu'est construite l'offre de formation, axée autour de pôles de référence, chacun représentant une filière d'excellence, dont un pôle alimentaire piloté par le campus d'Avignon.

Cette stratégie en matière de formation et d'apprentissage s'est aussi construite en intégrant un environnement en pleine évolution, notamment législative, à l'image de la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale.

Cette loi a un objectif fort : la sécurisation des parcours professionnels, qui implique notamment un certain nombre d'éléments relatifs à la formation tout au long de la vie :

- Elévation du niveau des formations
- Individualisation des formations
- Formation au moment opportun
- Formation au plus près des besoins des entreprises et des territoires

Pour répondre à ces enjeux, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région PACA (CMAR), au sein de son Université Régionale des Métiers et de l'Artisanat (URMA), a développé un projet de modularisation des formations.

Il s'agit de découper les référentiels des diplômes en modules correspondant à des situations professionnelles. A titre d'exemple, l'approche du CAP Pâtisserie se fait par type de pâtes (pâte feuilletée, pâte à choux, pâte levée feuilletée, pâte levée, pâte sucrée sablée, entremets, meringues, ...). Ce découpage, très opérationnel, qui correspond précisément à la réalité du travail en entreprise, va ouvrir de nombreuses perspectives innovantes, et notamment permettre de :

- Mettre en œuvre une pédagogie attractive
- Suivre la progression pédagogique de l'apprenant sur un livret de compétences
- Récupérer les compétences acquises en entreprise
- Individualiser la formation
- Former en complément de l'entreprise
- Intégrer une formation à tout moment
- Répondre aux enjeux relatifs au Compte Personnel de Formation (CPF)

Face au caractère vaste et ambitieux de ce projet, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région envisage dans un premier temps de le développer dans le secteur de l'alimentaire (boulangerie, cuisine, boucherie, traiteur, pâtisserie), ce pour plusieurs raisons.

En premier lieu, ce secteur représente un axe fort de l'économie régionale, avec 31 566 entreprises (10,6% des entreprises du territoire) pour 111 044 actifs et un chiffre d'affaires de l'ordre de 10 milliards d'euros (chiffres : CGAD). Il s'agit d'entreprises à taille humaine (88% comptent 5 salariés et moins), qui assurent un service de proximité (lien social, insertion, emploi) sur tous les territoires, surtout les plus ruraux (cf. annexe n°15).



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



L'alimentaire représente aussi près de 2 000 des 6 000 apprenants formés chaque année au sein de l'URMA PACA.

Il s'agit par ailleurs d'un secteur qui recrute et qui a du mal à trouver la main d'œuvre qualifiée dont il a besoin. En effet, une étude menée par Pôle Emploi (cf. annexe n° 13) montre que la quasi-totalité de ces métiers sont en tension, alors qu'il y a pourtant de nombreux demandeurs d'emploi dans le secteur. L'inadéquation entre compétences des demandeurs d'emploi et besoins des entreprises est évidente.

Le niveau général de qualification dans ces métiers est particulièrement bas : 81% des salariés ou demandeurs d'emploi du secteur n'ont soit aucune qualification, soit un niveau V, qui ne suffit pas à répondre aux besoins actuels du secteur, importants dans une Région très touristique.

Sans une évolution rapide des dispositifs de formation, cette tendance risque fort de se confirmer car l'alimentaire est actuellement en pleine mutation :

- l'évolution des besoins des consommateurs, de plus en plus avertis, qui impose aux entreprises d'offrir de nouveaux produits et services (conseil nutritionnel, alimentation bio, plats à emporter, snacking...),
- l'intégration des principes de développement durable (circuits courts, gestion des déchets),
- une harmonisation réglementaire au niveau européen, qui implique une évolution permanente et de plus en plus exigeante (particulièrement en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire),
- une intégration insuffisante des nouvelles technologies, qui seraient pourtant fort utiles,
- un vieillissement de la population des chefs d'entreprise (25% ont plus de 55 ans) qui s'accélère et impose un renouvellement majeur au risque de voir disparaître tout un pan de l'économie et du patrimoine régional,
- une concurrence de plus en plus vive dont ces métiers ne pourront sortir que par le haut.

Former mieux et permettre l'accès des salariés, des demandeurs d'emploi, des publics en reconversion et des jeunes en apprentissage à un premier niveau de qualification est donc indispensable pour la compétitivité des entreprises du secteur et le dynamisme des territoires de PACA.

### Objectifs recherchés :

Le projet de modularisation n'a qu'une seule finalité : renforcer l'employabilité de l'apprenant en lui donnant un premier niveau de qualification et/ou en le faisant monter en compétences vers du niveau IV et répondre aux besoins des entreprises du secteur alimentaire et des territoires de la Région.

Pour ce faire, plusieurs objectifs sont visés :

- S'appuyer sur une pédagogie attractive, limitant les décrochages : ceci se fera par une scénarisation pédagogique créative, diversifiant les techniques et outils, intégrant notamment largement les Technologies de l'Information et des Communications dans l'Enseignement (TICE).
- Suivre la progression pédagogique de l'apprenant sur un livret de compétences personnel : ce livret permettra à l'enseignant d'avoir une cartographie en temps réel des savoirs et compétences acquis. Il permettra aussi au futur salarié de montrer ses compétences de façon très précise à un éventuel employeur (au-delà de l'obtention ou non d'un diplôme) et ainsi de renforcer son employabilité.
- Récupérer les compétences acquises en entreprises et former en complément de l'entreprise : le livret de compétences permettra d'intégrer les acquis en entreprise (en cas de formation par alternance), le centre de formation formant en complément.
- Individualiser la formation : la modularisation, le livret de compétences personnel et les scénarios et outils pédagogiques permettront à l'enseignant ou au formateur d'adapter son enseignement à la situation personnelle de chaque apprenant.
- Former au plus près des besoins de l'entreprise et des territoires : la modularisation offre une souplesse absolue, qui permettra, par le dispositif de veille prospective mis en place par la CMAR et par le réseau de partenariats dont elle dispose, d'adapter en permanence le contenu pédagogique, en fonction de l'évolution de l'environnement de l'entreprise. Ceci favorisera l'employabilité (sécurisation des parcours) et d'assurer aux entreprises la main d'œuvre qualifiée, non délocalisable, indispensable au développement économique de nos territoires.
- Répondre aux enjeux du Compte Personnel de Formation (CPF) : la modularisation des formations qualifiantes et diplômantes va permettre à un demandeur d'emploi ou à un salarié de passer par étapes les blocs de compétences qui lui manqueront dans



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



le référentiel d'un diplôme.

Ce dispositif, par la prise en compte de la progression pédagogique personnelle, par une pédagogie attractive captant l'attention de l'apprenant, se donnera tous les moyens de l'accompagner vers l'obtention d'un diplôme.

Par ailleurs, en formant au plus près des besoins des entreprises et des territoires et en consignant les savoirs et compétences au sein d'un livret de compétences personnel facilitera le recrutement par un employeur potentiel.

### Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats attendus sont d'une double nature :

1 : Rendre opérationnel un dispositif innovant :

En premier lieu, le résultat attendu est ici de mettre en œuvre concrètement la modularisation et de permettre aux 2 000 apprenants du secteur alimentaire de l'URMA PACA (apprentis, demandeurs d'emploi, décrocheurs du système scolaire, publics en reconversion, salariés, ...) de bénéficier :

- De scénarios et outils pédagogiques motivants qui captent pleinement leur intérêt et limitent ainsi les décrochages
- D'une individualisation de l'enseignement qui leur est délivré
- D'un enseignement en complément de ce qu'ils ont acquis en entreprises, s'il s'agit d'une formation en alternance
- D'un enseignement au plus près des besoins des entreprises et des territoires
- D'un livret de compétence qui consigne l'ensemble des savoirs et compétences qu'ils maîtrisent et renforce ainsi leur employabilité

2 : Capitaliser sur l'expérimentation et la déployer largement :

- L'expérimentation sera l'objet d'analyses quant à la performance du dispositif (en temps réel par la Cellule Modularisation, mais aussi à moyen terme), qui pourra être ajusté en conséquence
- Le dispositif sera ensuite déployé plus largement, à l'ensemble des 80 diplômes dispensés par l'URMA et plus généralement à toutes les formations du secteur des métiers

### Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/10/2016

Fin : 30/09/2019

Phase 1 : Construction du projet

Phase 2 : Modularisation des diplômes concernés et écriture de scénarios pédagogiques

Phase 3 : Construction d'outils pédagogiques

Phase 4 : Conduite du changement et communication interne

Phase 5 : Communication externe



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



## DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant ( TTC)
Dépenses de fonctionnement (frais généraux de structure)	Direct	Fonctionnement	79 000,00 €
Dépenses de fonctionnement directement rattachables à l'opération			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	793 272,13 €
Dépenses directes de personnel			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	470 700,00 €
Prestations externes directement liées et nécessaires à l'opération			
Dépenses indirectes sous forme de coûts simplifiés	Indirect	Fonctionnement	118 990,82 €
Dépenses indirectes			
Total :			1 461 962,95 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



**Détails des  
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds social européen			50,00	730 981,47			
<b>Total co- financier</b>				<b>50,00</b>	<b>730 981,47</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Bénéficiaire				50,00	730 981,48			
COUT TOTAL ELIGIBLE				<b>100,00</b>	<b>1 461 962,9 5</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



## INSTRUCTION

<b>Service instructeur :</b>	Direction des Affaires Européennes - PACA	<b>Avis du service instructeur :</b>	Favorable
------------------------------	--	--------------------------------------	-----------

### Motivation du service instructeur :

Le service instructeur émet un avis favorable à l'avenant demandé par le porteur puisque la compression des délais n'est pas réalisable pour l'opération avec des ressources humaines en deçà de l'effectif estimé.  
De plus, le nouveau calendrier reste compatible avec le calendrier physique et financier de la programmation 2014-2020.

Nous proposons donc au prochain CRP :

Les dates d'exécution physique et financière suivantes :

- dates d'exécution physique : 01/10/2016-30/09/2019
- dates d'exécution financière : 01/10/2016-31/03/2020

Par ailleurs, l'article 6 de la convention concernant le suivi et l'évaluation de l'opération doit également être modifié. Étant donné que la première remontée n'a pas atteint le seuil de 30%, nous proposerons 2 nouvelles remontées de dépenses aux dates suivantes :

- 1er acompte concernant la période 2016-2017-2018 : au plus tard le 30/06/2019
- Solde concernant la période 2019 : au plus tard le 30/06/2020